



LE SERVICE PUBLIC HOSPITALIER ET LA SANTÉ MENACÉS

Le plan hôpital 2007 et la tarification à l'activité asphyxient financièrement l'hôpital public,

Le projet de loi BACHELOT Hôpital Patient Santé Territoires amplifie la démolition de l'hôpital public. De plus nombreux hôpitaux sont menacés de fermetures et des services de disparition tandis que les activités rentables seront privatisées. Des milliers de suppressions de lits et de postes s'annoncent.

La Sécurité sociale solidaire se trouve toujours plus dépouillée et menacée par les assurances privées.

Sarkozy et son gouvernement ont trouvé des milliards d'euros pour sauver les banques et les grandes entreprises privées mais du côté des salariés les annonces de licenciements tombent

IL FAUT PREPARER ENSEMBLE LA RIPOSTE...

...ET CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Pour défendre l'hôpital public contre les appétits privés, défendre les statuts, enrayer la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions de soins des malades :

-il n'y a pas d'autres solutions que de s'opposer dans l'unité à la politique de Sarkozy qui s'attaque à l'hôpital mais aussi à tous les services publics comme la poste menacés de privatisation et l'école avec les suppressions de milliers d'emplois d'enseignants

-il n'y a pas d'autres solutions que d'engager un mouvement d'ensemble pour le faire reculer.

Le système capitaliste est en crise grave et menace l'avenir des populations et de la planète. Nous proposons de construire un parti qui défende une alternative anticapitaliste et s'oppose vraiment aux plans du gouvernement SARKOZY.

Réunion-Débat

La santé vaut plus que leur profit

- Quelles batailles pour l'hôpital, la santé, la Sécu ?
- Quelles propositions du Nouveau Parti Anticapitaliste ?

ENEZ EN DEBATTRE AVEC LES MILITANTS DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

VENDREDI 16 JANVIER A 18H 30

A L'AGECA

177 rue de CHARONNE

PARIS-11ème

M° Charonne

L'HOPITAL PUBLIC PRIVATISE. LES PERSONNELS MENACES !

Avec le projet de loi Hôpital Patients Santé Territoire c'est la démolition du service public hospitalier qui s'amplifie : regroupement autour d'un gros établissement régional, et fermetures des petits hôpitaux dits de proximité, fermetures des services notamment de chirurgie et de maternité. La casse de l'ensemble du système hospitalier s'amplifie.-

-Ce sera place nette pour les cliniques privées, et au nom de par la mise en place de groupements de coopérations sanitaires regroupant dans un cadre privé des cliniques commerciales et des hôpitaux publics.

- Ce sera le partage du "marché" du soin avec la privatisation des activités jugées lucratives.

- Un directeur de l'Agence Régionale de Santé tout puissant, véritable préfet sanitaire, dirigera le tout et répartira les enveloppes budgétaires. et des directeurs " manageront " les hôpitaux-entreprises.

La tarification à l'activité a préparé le terrain en fragilisant financièrement les hôpitaux publics dont beaucoup sont au bord de la faillite, ce qui entraîne des conditions de travail encore plus dégradées pour les personnels, le développement de la précarité, les suppressions de postes et les menaces de plans sociaux. Le plan de démantèlement de l'Assistance Publique de Paris, les menaces sur l'hôpital de Pontoise, ou sur celui de Melun, la fermeture du service d'infectiologie de St Joseph à Paris, etc. témoignent des effets de cette politique.

Notre réponse :

Défendre le droit aux soins pour tous et partout.

Former et embaucher massivement pour répondre aux besoins de la population.

LA SECURITE SOCIALE EN DEFICIT ? NON ELLE EST PILLEE !

Régulièrement les médias nous font le coup du déficit !

En réalité il suffit de consulter le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité Sociale pour comprendre :

- 32 milliards d'euros d'exonérations de cotisations, plus 10 milliards qui viennent d'être décidées par le gouvernement ,au profit du patronat, compensés partiellement seulement. par nos impôts.

- De nombreux revenus ne sont pas soumis à cotisations : les stocks options les plans épargne entreprise, l'intéressement : total 5 milliards de recettes pour la Sécu qui s'envolent en fumée.

- Les dettes patronales : 4 milliards et de l'Etat, 7,8 milliards.

Pendant ce temps les malades ont vu l'installation des franchises et les médicaments moins bien remboursés. Les tarifs des mutuelles augmentent, les dépassements d'honoraires des médecins libéraux se multiplient et les assurances privées sont en embuscade pour vendre leurs contrats.

Notre réponse :

Les soins financés et pris en charge à 100%, pour tous et pour toutes, c'est possible !

PSYCHIATRIE : LE RETOUR DE SURVEILLER ET PUNIR

Les récentes déclarations de SARKOZY sur la psychiatrie constituent un bond en arrière sans précédent dans l'approche de la maladie mentale. C'est la figure du malade mental dangereux à enfermer à l'asile qui est remis au goût du jour au nom de la défense de la société

.Le porte-parole de l'UMP de son côté propose de mettre en œuvre le dépistage à trois ans des enfants désignés comme futurs délinquants

La stigmatisation des malades mentaux et des enfants en difficulté dès 3 ans, la mise en prison dès 12 ans, tout cela constitue une utilisation sécuritaire des services de santé.

Les "passages à l'acte" les plus dangereux pour la société sont les attaques contre l'hôpital et la psychiatrie dont sont responsables Sarkozy et le gouvernement

Notre réponse : donner à la psychiatrie publique les moyens humains pour soigner à l'hôpital et

Pour prendre contact www.npa2009.org

Ou Envoyer vos coordonnées à NPA Santé/Sécu LCR 27 rue de Taine 75012 Paris

Nom

Prénom

Adresse

Tel

Mail